

Projet de ville

Grigny crée des emplois avec son Projet de Ville

Deux questions à Victor Dos Santos, chargé de mission sur la clause d'insertion dans les marchés publics à la Communauté d'Agglomération «Les Lacs de l'Essonne».



Grigny Informations : On entend tous les jours parler de suppressions d'emplois. Qu'en est-il à Grigny ?

Victor Dos Santos : Malgré un contexte de crise, Grigny résiste bien et réussit même à faire du développement économique et de l'emploi un atout. Ce n'est pas le fait du hasard si les entreprises croient au projet de la commune et s'installent régulièrement notamment à proximité de la Grande Borne, cassant ainsi l'image d'une cité dortoir. D'autres entrepreneurs qui sont déjà implantés étendent leurs surfaces pour augmenter leur capacité de production. Sur la dernière période, les installations de sociétés se multiplient : «K Production» dans le secteur du Moulin, «Patrigel» (matériel frigorifique) sur la ZAC des Radars ; la « SCI Condorcet » (extension) sur le RD 310. Quand à la Société « Marble » (marbrerie) elle fonctionne déjà dans la ZAC centre ville. D'autres ont déjà signalé leur volonté de s'installer à Grigny.

De plus, en 2008, la Municipalité et la Communauté d'Agglomération ont signé avec l'Etat et le Conseil Général, une «Charte locale d'insertion» pour permettre aux demandeurs d'emploi de Grigny de bénéficier de contrats d'embauche dans les entreprises qui réalisent les équipements du Projet Urbain. A ce jour, 121 jeunes ont été embauchés sous contrats (CDD, CDI ou contrats d'apprentissage), 77 concernent les chantiers dont la ville est maître d'ouvrage. Ces emplois couvrent de nombreux métiers du bâtiment (maçonnerie, électricité, plomberie, peinture...) mais pas seulement. Il y a également des postes de secrétariat ou

dans les métiers de cuisine. En matière d'insertion, nous avons également mis en place le chantier mosaïque pour la rénovation des œuvres d'art sur la Grande Borne, comme les «pots à tabac» place aux Herbes.

GI : Au-delà des chantiers sur Grigny, toutes ces nouvelles entreprises qui s'installent profitent-elles aux demandeurs d'emploi de Grigny et de Viry ?

VDS : La grande difficulté est de faire correspondre l'offre des entreprises à la qualification des demandeurs d'emploi sur le territoire. Pour être plus performant, nous avons élargi notre champ d'action. Nous travaillons avec le dispositif «Plan Local d'Insertion par l'Emploi» (le PLIE) qui regroupe les villes d'Athis-Mons, Paray Vieille Poste, Juvisy, Grigny et Viry Chatillon. Il accompagne sur 18 mois les demandeurs d'emploi en grande difficulté et leur offre la possibilité de se qualifier.

Bien avant la signature d'une Charte d'insertion, la ville de Grigny avait déjà pris l'initiative de négocier des embauches avec les entreprises dont elle est partenaire comme la jardinerie «Truffaut». Les concessionnaires de Grigny font aussi appel à nous comme la société de transports « TICE » ou encore la SOCRAM (Chauffage), Helio-Cofedis (qui gère la chaufferie de Grigny / 2) et ERDF-GRDF... Avec le Centre de Formation et de Professionnalisation (CFP), nous nous sommes dotés d'un formidable outil qui permet aux chercheurs d'emploi de se qualifier en fonction des demandes du marché et d'être ensuite embauchés par des entreprises locales. Le CFP a déjà réalisé plusieurs sessions de formation dans la restauration collective et des raccordeurs en fibre optique.

Le Centre de Formation et de Professionnalisation, les Ateliers Relais et maintenant les deux hôtels d'entreprises sont autant d'outils pour cette démarche. Face à un contexte difficile, Grigny et la Communauté d'Agglomération agissent pour le développement économique et l'emploi.

Le mot du maire



La politique du Président de la République en matière de sécurité est critiquée, non seulement par de nombreux élus, mais aussi par des syndicats de policiers.

La réalité, c'est que le Gouvernement réduit les moyens du Ministère de l'Education Nationale, au nom de la diminution des dépenses publiques.

9121 postes de policiers et de gendarmes ont été supprimés en trois ans.

La tendance va se poursuivre : 11 400 nouveaux équivalents temps plein devraient être éliminés sur la période 2009 - 2013.

Même les Unités Territoriales de Quartiers (UTEQ), sorte de police de proximité, ont été réduites au minimum : sur 200 UTEQ annoncées, seulement 35 ont été créées. C'est pourquoi on nous refuse la création d'une UTEQ sur Grigny !

Le Gouvernement mise massivement sur la vidéo-surveillance alors que les études internationales relativisent son efficacité.

Qui peut croire que la vidéo-surveillance est la réponse aux problèmes d'insécurité si le Gouvernement diminue le nombre de fonctionnaires de police ?

Claude VAZQUEZ,
Maire de Grigny,
Conseiller Général de l'Essonne

SECURITE

Le Maire s'adresse au Préfet

Depuis le début de l'année, le Maire s'est adressé plusieurs fois au Préfet sur des questions de sécurité :

■ Pour demander la création d'une Unité Territoriale de Quartier (UTEQ), «*sorte de retour à une police de proximité qui fait défaut depuis sa suppression*». La réponse a été négative.

■ Pour demander au Préfet ce qu'il comptait faire pour mettre fin aux «*vols de sacs, racket, agressions qui se produisent contre les personnes à la sortie de la gare de Grigny - Centre. Plusieurs victimes ont porté plainte. Très fréquemment et à la vue de tout le monde, des groupes y sont postés et attendent leurs proies... De plus, en quelques mois, une trentaine de cambriolages ont été recensés sur la copropriété de Grigny/2*».

■ Pour demander le renouvellement des subventions de l'Etat permettant le maintien des postes de médiateurs de nuit présents dans les quartiers du vendredi au dimanche, de 18 h à 1 h du matin. Ces postes sont subventionnés par le Conseil Général de l'Essonne et par l'Etat.

(Vous pouvez prendre connaissance de ces lettres sur le site internet de la Ville).



Centre de formation et de professionnalisation.